



COMMUNIQUÉ DE PRESSE Pour diffusion immédiate

Des organisations interpellent le député de la région **L'Alliance sociale veut obtenir un changement de cap budgétaire**

Baie-Comeau, le 17 décembre 2010 – En prévision du prochain budget du Québec, les organisations composant la toute nouvelle Alliance sociale ayant vu le jour le mois dernier, interpellent les députés de la région. C'est sous le slogan « Un autre Québec est possible » que l'Alliance sociale entame une campagne visant à obtenir un changement de cap budgétaire de la part du gouvernement Charest. C'est donc dans ce cadre, que des membres de l'Alliance sociale ont rencontré monsieur Marjolain Dufour, député du comté de René-Lévesque.

« Nous croyons fermement que des solutions progressistes peuvent être apportées aux problèmes sociaux et économiques actuels. Ce sont ces solutions progressistes qui peuvent permettre à notre société de continuer d'avancer. C'est pourquoi nous interpellons tous les élus à l'Assemblée nationale afin qu'ils les soutiennent » a déclaré Guillaume Tremblay, président du conseil central Côte-Nord - CSN, membre de l'Alliance sociale.

Des services publics et programmes sociaux adéquats

L'Alliance sociale demande notamment la fin des compressions budgétaires qui mettent en péril les services offerts à la population et les programmes sociaux tellement nécessaires, surtout en période de difficulté économique. Elle soutient que ces compressions seront impossibles à réaliser sans coupes de services.

« Le ministre Bachand doit cesser de prétendre que son budget n'entraînera pas de coupes dans les services offerts à la population. Il tente de nous bernier, mais nous ne sommes pas dupes. Son approche doit être modifiée. Les services publics et les programmes sociaux sont des remparts contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ils doivent absolument être préservés » a ajouté Michel Savard, coordonnateur de la Table des groupes populaire – Côte-Nord, membre de l'Alliance sociale.

Davantage d'équité fiscale

Des services de santé et d'éducation publics et de bonne qualité, de même que de bons programmes sociaux nécessitent des investissements importants de la part de l'État. C'est pourquoi l'Alliance sociale veut que le gouvernement Charest adopte une politique fiscale à la hauteur des ambitions collectives des Québécoises et Québécois.

L'Alliance sociale constate que ces dernières années, le gouvernement a développé une stratégie fiscale hautement inéquitable. En effet, les baisses d'impôts sur le revenu consenties ont aussitôt donné lieu à des hausses de tarifs qui pénalisent les plus pauvres et privilégient les plus riches. La

plus récente manifestation de cette approche inacceptable est la mise en place de la franchise santé de 200 \$.

« Au lieu de développer des mesures injustes comme la franchise santé, le gouvernement devrait plutôt resserrer la fiscalité des entreprises et mettre un terme à l'évitement fiscal aux échappatoires de toutes sortes. Il pourrait aussi songer à instaurer un 4^e palier d'imposition pour les revenus annuels imposables supérieurs à 127 000 \$, comme cela existe d'ailleurs déjà au fédéral¹ » a insisté Guillaume Tremblay, de l'Alliance sociale.

Un développement économique durable

L'Alliance sociale rappelle que de larges segments de la population de la Côte-Nord ont été heurtés de plein fouet par la crise. En conséquence, elle attend du gouvernement qu'il adopte des mesures fortes favorisant le maintien et la création d'emplois de qualité, le développement des compétences des travailleuses et travailleurs afin qu'ils puissent mieux faire face aux mutations du marché du travail. Elle attend aussi du gouvernement qu'il développe une stratégie économique valorisant le savoir-faire québécois et encourageant la modernisation des équipements et l'accès aux technologies.

De même, l'Alliance sociale insiste sur le fait que le développement économique de la région doit être durable et respectueux de l'environnement et que ce principe soit un axe transversal à toute forme d'exploitation des ressources naturelles du Québec. De plus il doit entraîner des retombées économiques plus substantielles pour la population et l'État québécois.

Une campagne qui va se poursuivre

L'interpellation des députés réalisée aujourd'hui n'est que la première d'une série d'actions que compte réaliser l'Alliance sociale. En effet, au cours des prochaines semaines, les organisations participeront aux consultations prébudgétaires du ministre des Finances, Monsieur Raymond Bachand. Elles lui présenteront des pistes de solution et continueront leur plan d'action afin d'obtenir un changement de cap budgétaire.

« L'approche budgétaire actuelle du gouvernement Charest doit changer. Sinon la population de notre région sera aux prises avec plus de pauvreté et plus d'inégalités. Nous ne pouvons pas laisser une telle chose se produire sans livrer bataille. Nous allons donc multiplier nos efforts de conscientisation et de mobilisation au cours des prochains mois » a conclu Michel Savard, de l'Alliance sociale.

- 30 -

Membres de l'Alliance sociale (pour la Côte-Nord): FTQ (Réjean Girard), CSN (Guillaume Tremblay), CSQ (Janine Hould), CSD, SFPQ (Marius Boudreau), APTS (Josée Asselin), SPGQ (Michel Levasseur), FEUQ, FECQ, Table des groupes populaires – Côte-Nord (Michel Savard), Regroupement des femmes de la Côte-Nord (Claudine Émond)

Pour information :

Guillaume Tremblay

Téléphone : 418-589-2608

Michel Savard

Téléphone : 418-295-8165

Québec : 16 % jusqu'à 38 570 de revenu imposable, 20 % jusqu'à 77 140 \$ et 24 % au-delà.

Fédéral : 15 % jusqu'à 40 970 \$, 22 % jusqu'à 81 941 \$, 26% jusqu'à 127 021 \$, et 29 % au-delà.